

LE « VIVRE ENSEMBLE » : LA MORALE OBSOLETE DE L'ETAT NATION

Décidément, nous sommes dans l'ère du rétropédalage et de la nostalgie... Voilà que les catéchismes républicains seraient le sommet de la modernité et le garant d'un avenir radieux.

On sentait bien que ce « repli » sur « c'était mieux avant » avait le vent en poupe. La nostalgie d'un état-nation colonial était dans l'air. Et cette perception existait bien avant les assassinats de Charlie Hebdo.

C'est ainsi qu'un documentaire « les jours heureux » avait l'air de ravir les syndicalistes et l'extrême gauche. Le film de Gilles Perret voue une admiration au programme du conseil national de la Résistance de 1943-1944 (création de la sécurité sociale, de la retraite par répartition, etc..) et critique le démantèlement de ce programme par la mondialisation et le « libéralisme ». Cela ne vous rappelle rien ? Ce n'est pas seulement la vieille nostalgie du « c'était mieux avant », c'est une orientation politique recherchant un programme qui cimente la nation et le peuple contre un ennemi commun... Et quel ennemi ?

Et puis il y a eu les assassinats à Charlie Hebdo... Et les réactions à ces assassinats. Si l'on condamne fortement ces assassinats, il faut aussi garder son sang froid. Nous sommes plutôt dans une période « calme » comparée à d'autres périodes historiques récentes. Dire cela peut apparaître comme une provocation, mais c'est seulement se baser sur les faits et notamment le nombre d'attentats. En 1995 par exemple, l'attentat du RER B attribué au GIA algérien faisait 8 morts et plus de 200 blessés. Et l'année 1995 aura vu pas moins d'une dizaine d'attentats plus ou moins liés à la situation de lutte au sein de la bourgeoisie algérienne entre le FIS et le FNL.

Il ne s'agit pas de minimiser la menace « terroriste ». Il ne s'agit pas non plus de ne pas condamner le terrorisme, il s'agit simplement de replacer les attentats de 2015 dans leur contexte historique.

LA FINANCIARISATION et LE CHAOS

Le problème, c'est que nous ne sommes plus en 1945... Et tous ceux qui restent scotchés sur cette date font fausse route ou vont rejoindre le front national. Car il y a bien entendu un lien entre cette idéologie et la montée du front national.

Si intellectuellement, nombre de commentateurs admettent comme des faits évidents que la mondialisation domine la planète et que la financiarisation internationale fait régner sa loi sur les pays et les états, il n'y en a aucune prise en compte dans la pensée politique et dans l'action politique.

Lors de dernières élections présidentielles, nous avons dit qu'un président de la République en France n'a pas plus de pouvoir qu'un président de comité de quartier. Les gouvernances des derniers présidents le démontrent :

- Les différents états ont transféré la dette privée vers la dette publique en renflouant les banques systémiques. On notera d'ailleurs que l'on peut toujours se moquer de Syriza qui se couche devant la financiarisation, mais que dire d'Hollande qui promettait de combattre la finance alors qu'il n'en est que le serviteur zélé.
- Les banques centrales font fonctionner la planche à billets et rachètent une partie des titres pourris qui ne valent plus rien.

Nous pourrions multiplier les exemples pour montrer que les Etats-nations sont dépassés et que leurs gouvernements ne cessent d'expliquer qu'ils n'ont aucun pouvoir et qu'ils sont soumis à la conjoncture internationale, c'est à dire en fait aux diktats des capitalistes financiers sur la planète.

Cette situation mondiale place les peuples dans une situation difficile. Si le capitalisme est le modèle unique qui s'est imposé sur le globe, la financiarisation détruit petit à petit tout projet, toute ambition, tout développement.

Car contrairement aux idées reçues, le capitalisme pouvait avoir des projets qui pouvaient trouver une résonance et un espoir chez les peuples et les salariés. Historiquement, le scientisme et les découvertes donnaient un élan et un espoir aux salariés pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Et même si le capitalisme faisait des dégâts importants (2 guerres mondiales en 1 siècle), l'espoir d'un développement (les trente glorieuses) pouvait fédérer les populations autour de l'état nation.

Prises dans cet engrenage, les immigrations successives ont même été séduites par le capitalisme et y ont parfois fait leur trou. C'est pourquoi leur intégration a été relativement réalisée.

On pouvait même dire que le capitalisme, passé au stade de l'impérialisme, dans la volonté de s'étendre et d'exploiter les peuples avait imposé par l'occupation et la soumission des pays une certaine forme de cohérence de l'état-nation soumis. Ce qui a suscité le juste mouvement d'indépendance des états.

On pourrait nous dire alors : quoi de neuf sous le soleil ? Rien ne change, le capitalisme exploite les peuples et creuse les inégalités Nord/Sud tout en recherchant le profit maximum.

Or, la financiarisation que l'on pourrait définir comme le stade suprême du capitalisme ou sa borne finale n'a strictement aucun projet de développement, aucun projet « fédérateur » aucune volonté d'élargir la production et les forces productives. Mieux même, la financiarisation tue la production, tue le développement et favorise la corruption sur l'ensemble de la planète.

La financiarisation dépèce les anciennes structures, non pas par plaisir mais tout simplement par nécessité. Elle prend ce qui l'intéresse dans les pays et les populations et n'en ont que faire des états-nations, des pays et des peuples. Ce qui l'intéresse, c'est la domination par centres d'affaires implantés sur la planète. Le reste est considéré comme un boulet.

Ceci a donc pour conséquence le délitement des états et la déliquescence idéologique.

La financiarisation, stade suprême du capitalisme, n'a aucun projet à proposer aux populations, même pas leur exploitation !! Elle laisse derrière elle une friche livrée aux seigneurs de guerre. Elle laisse derrière elle, un seul mot d'ordre : « struggle for life ». Nous avons déjà pointé du doigt cette déliquescence meurtrière lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Mais aujourd'hui le phénomène a pris de l'ampleur.

Toute déstabilisation d'un état-nation se termine par une barbarie sans nom pour le contrôle de territoires ou pour la survie de groupes. C'est vrai en Libye, en Syrie, au Mali, au Yémen, en Somalie, et c...

Que l'on ne vienne pas nous dire que cela a toujours existé parce que cela n'est pas vrai.

On est passé du stade où suite aux luttes pour l'indépendance des pays notamment du Tiers Monde il y avait des dictatures nationales, à une situation de chaos, tout simplement parce qu'il n'y a aucune perspective pour les peuples offertes par le système économique qui domine la planète.

« VIVRE ENSEMBLE » ? MAIS PAS AVEC N'IMPORTE QUI !

La financiarisation tue donc les fondements idéologiques des états nation sans les remplacer.

D'où la tentation de revenir en arrière, de revenir à la « morale républicaine » de 1789 ou de 1945 de chercher les fondements d'une morale : le « vivre ensemble ».

Mais attention, pas avec n'importe qui !

Si cela est vrai dans la vie quotidienne, c'est d'autant plus vrai dans les entreprises. Depuis une vingtaine d'année (voir le livre de Legoff : « le mythe de l'entreprise »), l'étau se resserre sur les salariés. Moins de libertés et plus de contraintes notamment comportementales. On n'arrête plus de compter les chartes, les brevaires de déontologies (les patrons se sont même adjoints des « déontologues »), des réglementations de convivialité obligatoire. Et tout cela au nom de quoi ? Du « vivre ensemble ».

Tout ce qui vient perturber le «vivre ensemble» (les grèves, les résistances des salariés) est considéré comme une atteinte inadmissible au « vivre ensemble » !! Il est d'ailleurs facile d'observer que les sanctions pleuvent précisément parce que de telles attitudes « revendicatives » porteraient atteinte à la bonne marche de l'entreprise. C'est d'ailleurs le sens des dispositions de la loi Macron.

S'il est compréhensible que le « vivre ensemble » soit un recours à la perspective de chaos dû aux dégâts de la financiarisation, son fondement idéologique n'a aucune chance d'être un bouclier solide contre l'émiettement et le délitement. Le « vivre ensemble » et la morale républicaine révèlent leur inconsistance face aux naufrages des immigrés en méditerranée et à l'immigration en provenance des pays déchiquetés par la guerre. Aujourd'hui, le « vivre ensemble » et la morale républicaine ne sont le support idéologique au repli sur le plus petit dénominateur commun.